

CHRONOLOGIE

AVRIL 1994 - JANVIER 1996

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole publiques de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Rwanda	MSF
1994 AVRIL 1994		Depuis le 6 avril 1994 Génocide des Rwandais tutsis et massacres des Rwandais hutus opposés au génocide.	
MAI 1994	1^{er} mai 1994 Publication du rapport de <u>Human Rights Watch</u> sur le génocide des Rwandais tutsis dont une partie évoque les « abus du Front patriotique rwandais » (FPR). 23 mai 1994 Publication du rapport de <u>Amnesty International</u> sur le génocide dont une partie évoque les « homicides délibérés et arbitraires perpétrés par le FPR et ses partisans » (FPR).		Courant mai 1994 Ouverture du programme de <u>MSF Belgique</u> à Byumba (zone FPR – nord-est du Rwanda) – L'équipe est témoin des pressions du FPR sur la population.
JUIN 1994	18 juin 1994 La <u>France</u> annonce qu'elle saisira le Conseil de sécurité des Nations unies à propos d'une « intervention militaire ponctuelle à but humanitaire au Rwanda, baptisée "opération Turquoise", avec ou sans le soutien d'autres pays ».		3 juin 1994 Ouverture du programme de <u>MSF Belgique</u> à Nyamata (Bugesera). 6 juin 1994 Ouverture du programme de <u>MSF Hollande</u> à l'hôpital King Faisal à Kigali : soins à des détenus. 17 juin 1994 <u>Conférence de presse de MSF France</u> : « On n'arrête pas un génocide avec des médecins. » Dans le dossier de presse, témoignages de réfugiés burundais au Rwanda victimes des exactions du FPR.

	International	Rwanda	MSF
JUIN 1994	22 juin 1994 Résolution 929 du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant l'« opération Turquoise » au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies : « protection des populations civiles et de l'aide humanitaire ».	23 juin à début juillet 1994 Déplacement forcé et dans des conditions très précaires par le <u>FPR</u> de 50 000 à 100 000 habitants de la région de Gitarama-Butare vers le Bugesera.	23 juin à début juillet 1994 <u>MSF</u> sollicitée pour l'assistance médicale du déplacement de population, mais activités entravées par le FPR ; présence du directeur de la communication de <u>MSF Belgique</u> au sein de l'équipe.
JUIL. 1994	3 juillet 1994 Les Nations unies autorisent la France à créer une « zone humanitaire sûre », dans le sud-ouest du Rwanda (Cyangugu, Gikongoro, Kibuye).	4 juillet 1994 Prise de Kigali et Butare par le <u>FPR</u> (<u>Front patriotique rwandais</u>) ; début de l'exode massif des Hutus vers le nord-ouest du Rwanda (Ruhengeri, Gisenyi) où se trouve le gouvernement intérimaire.	24 juin 1994 <u>Communiqué de presse de MSF Belgique</u> : « Évacuation de 35 000 civils à la suite d'une aggravation de la tension au sud de Gitarama. » 28 juin 1994 Début des activités de <u>MSF Belgique</u> à l'hôpital de Rilima auprès des déplacés. 1^{er} juillet 1994 <u>Communiqué de presse de MSF Belgique</u> : « Rwanda : déplacement massif de personnes vers le Bugesera. » 4 au 10 juillet 1994 Mission exploratoire menée par <u>MSF Belgique</u>, <u>MSF France</u> et <u>MSF Hollande</u> en zone Turquoise, autour de Gikongoro : décision d'un programme conjoint MSF France/MSF Hollande, puis désistement de MSF Hollande.

	International	Rwanda	MSF
JUIL. 1994		6 juillet 1994 Création d'un <u>gouvernement d'union nationale au Rwanda</u>. 14 juillet 1994 Prise de Ruhengeri par le FPR. Fuite du gouvernement intérimaire rwandais vers la zone Turquoise. 14 au 17 juillet 1994 De 500 000 à 800 000 Rwandais s'installent près de Goma, au Zaïre.	7 juillet 1994 <u>Sitrep du coordinateur de MSF Belgique au Rwanda</u> : négligence du FPR envers les populations et manipulation des organisations humanitaires. 9 juillet 1994 Remise au siège de <u>MSF Belgique</u> du « <u>Rapport des incidents avec le FPR</u> », récapitulatif du coordinateur de MSF Belgique au Rwanda sur les exactions du FPR. 11 juillet 1994 <u>Article du directeur de la communication de MSF Belgique dans <i>Le Soir</i></u> contre l'opération Turquoise. 12 juillet 1994 Lancement du programme de <u>MSF France</u> dans le sud-ouest du Rwanda (zone Turquoise). 19 juillet 1994 <u>Conférence de presse et communiqué de presse de MSF Belgique</u> : « MSF Belgique exige le retour des réfugiés au Rwanda » ; MSF Hollande tient la même position.

	International	Rwanda	MSF
JUIL. 1994		22 juillet 1994 Le gouvernement rwandais appelle les réfugiés au retour : « Ceux qui n'ont pas participé aux massacres n'ont rien à craindre. »	
AOÛT 1994		5 août 1994 Le porte-parole de l' <u>opération Turquoise</u> fait état d'exactions de l'APR contre les déplacés. 6 août 1994 Le ministre de la Défense du Rwanda dément les informations du porte-parole de l'opération Turquoise.	29 et 30 juillet 1994 Siège de l'hôpital de Rilima par l'APR pour arrêter le personnel (ex-CICR) d'origine hutue. À Kampala, le coordinateur de <u>MSF Belgique</u> au Rwanda informe le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas des exactions du FPR. Début août 1994 Disparition de détenus du programme de <u>MSF Hollande</u> à l'hôpital King Faisal à Kigali. 4 août 1994 Conférence de presse de MSF à Goma : le président du conseil d'administration de <u>MSF France</u> déclare craindre les exactions contre les rapatriés au Rwanda mais ne pas avoir de preuves ; il affirme que les réfugiés sont trop faibles et courent trop de risques pour rentrer au Rwanda. 10 août 1994 Conférence de presse de <u>MSF Belgique</u> : point sur les opérations et les finances, « appel à la surveillance des droits de l'Homme au Rwanda ».

AOÛT 1994

International

11 août 1994

Conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'un retour « rapide » des réfugiés et déplacés au Rwanda – Annulation par le HCR du retour massif prévu le 16 août.

17 août 1994

Témoignages de réfugiés burundais victimes d'exactions du FPR publiés dans *Le Monde* (France).

Rwanda

13 août 1994

Fuite des Hutus de la zone Turquoise vers Bukavu après annonce du départ des troupes françaises de la zone Turquoise.

21 août 1994

Les derniers soldats français quittent la zone Turquoise.

MSF

Décision du Conseil international de MSF : lobby pour plus d'observateurs des droits de l'homme au Rwanda et envoi de volontaires MSF pour collecte d'informations sur les violations des droits de l'homme au Rwanda, au Zaïre et en Tanzanie.

11 août 1994

Article du président de MSF Belgique dans *Le Soir* : appel aux organisations de défense des droits de l'homme.

19 août 1994

Communiqués de presse MSF Belgique et MSF France : « Les troupes françaises quittent le Rwanda en laissant derrière elles un chaos. »

20 août au 5 septembre 1994

Visite de la responsable juridique de MSF au Rwanda : rapport sur l'état catastrophique du système judiciaire.

	International	Rwanda	MSF
AOÛT 1994		22 août 1994 Le ministre de l'Intérieur rwandais admet dans la presse que les actes de vengeance et les disparitions continuent.	
SEPT. 1994	7 septembre 1994 Publication du rapport de Human Rights Watch sur les violations graves des droits humains commises par les troupes du FPR entre juin et juillet 1994. Les <u>organisations humanitaires</u> estiment ces actes « probables » mais déclarent au journal <i>Le Monde</i> préférer se taire pour garder leurs programmes au Rwanda. Premières descriptions de l'état des prisons dans la presse internationale. 12 septembre 1994 De Bruxelles, <u>Faustin Twagiramungu</u> , l'ancien Premier ministre rwandais, affirme que les conditions pour le retour des réfugiés au Rwanda sont « loin d'être réunies ». 16 et 17 septembre 1994 Selon la MINUAR, plus de deux millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du Rwanda. 23 septembre 1994 Le <u>HCR</u> déclare ne pas encourager les réfugiés rwandais à regagner leur pays « en raison de rapports sur des violences qui y sont perpétrées » (rapport Gersony [HCR], non diffusé). Le <u>secrétaire général des Nations unies</u> demande une enquête complémentaire.	5 septembre 1994 Début du déploiement de <u>2 000 combattants du FPR</u> dans les villes de Gikongoro, Kibuye et Cyangugu.	7 septembre 1994 Cinq premiers détenus de la prison de Gitarama déférés par le <u>CICR</u> à l'hôpital de Kabgayi où travaille <u>MSF France</u> .

	International	Rwanda	MSF
SEPT. 1994	24 septembre 1994 La MINUAR dément disposer d'informations sur des massacres commis par des soldats de l'APR. 27 septembre 1994 Le <u>secrétaire général des Nations unies</u> exige qu'aucun communiqué ne soit plus publié sur les risques encourus par les réfugiés qui rentrent au Rwanda.	24 septembre 1994 Début de l'opération « Homeward » de rapatriement des déplacés internes de Gikongoro dans leurs communes, supervisée par la <u>MINUAR</u>.	
OCT. 1994	3 octobre 1994 Adoption par le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> du rapport de la <u>Commission des experts des Nations unies</u> établissant qu'un génocide a été perpétré contre les Rwandais tutsis. Discussion en marge de l'Assemblée générale sur les informations du rapport Gersony concernant des massacres commis par le FPR. 24 octobre 1994 Signature d'un accord <u>HCR/Zaire/Rwanda</u> sur le rapatriement des réfugiés.	6 octobre 1994 Les <u>autorités rwandaises</u> prennent le contrôle total de l'ex- « zone humanitaire sûre » dans le sud-ouest du Rwanda Interpellées par la <u>Commission des experts de l'ONU</u> au sujet d'éventuels massacres commis par le FPR, les autorités rwandaises parlent de vengeances individuelles et incontrôlées. Le <u>président du Rwanda</u> plaide pour la création d'un tribunal international pour juger les crimes contre l'humanité.	Début octobre 1994 L'ancien coordinateur de MSF Belgique au Rwanda remet au <u>ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas</u> son rapport détaillé sur les exactions du FPR dont il a été témoin à Byumba et dans le Bugesera entre mai et septembre 1994. Mi-octobre 1994 Articles dans la presse française de membres de MSF France critiquant l'irrésolution des Nations unies, sans mention des violences commises par le FPR.

	International	Rwanda	MSF
OCT.1994	28 octobre 1994 Le <u>gouvernement rwandais</u> exige que la compétence du <u>tribunal international</u> pour juger les responsables du génocide et des crimes de guerre soit limitée à la date de la prise du pouvoir par le FPR en juillet, excluant ainsi les crimes de guerre commis depuis par le nouveau régime.		28 octobre 1994 Informations sur les exactions du nouveau régime rwandais rapportées par un <u>administrateur du conseil d'administration</u> de <u>MSF France</u> à son retour du Rwanda ; débat sur le dilemme : « MSF piégée par la logique du génocide ».
NOV. 1994	8 novembre 1994 Vote <u>résolution 955</u> du Conseil de sécurité des Nations unies : création du Tribunal pénal international pour le Rwanda.	10 et 11 novembre 1994 Des soldats de l'APR ouvrent le feu dans le camp de réfugiés de Musange (nord de Gikongoro) : 14 morts, 7 blessés.	10 novembre 1994 Début de la diffusion du <u>rapport</u> de MSF Hollande « Briser l'engrenage » (<i>Breaking the cycle</i>), décrivant la situation dans les camps de réfugiés rwandais du Zaïre et de Tanzanie.
DÉC. 1994	9 décembre 1994 Les Nations unies demandent au gouvernement rwandais de suspendre les opérations de fermeture des camps et d'autoriser les postes de secours.	9 décembre 1994 Annonce par le <u>préfet de Gikongoro</u> d'un planning de fermeture des camps de Rukondo, Cyanika et Kibeho.	14 novembre 1994 Communiqué de presse de MSF international, MSF États-Unis et MSF Royaume-Uni : retrait de MSF des camps de réfugiés rwandais de Bukavu, au sud du Kivu (Zaire). 6 décembre 1994 Fermeture forcée du camp de déplacés de Kaduha (région de Gikongoro) par l'APR sous les yeux de l'équipe de <u>MSF France</u> ; fuite des déplacés vers le camp de Kibeho. Courant décembre 1994 Enquête de <u>MSF France</u> dans les communes rwandaises ; résultats alarmants (arrestations, tortures, exactions, massacres) sur le sort des réfugiés qui reviennent.

	International	Rwanda	MSF
DÉC. 1994		13 et 14 décembre 1994 Opération « Hope » (arrestation des leaders et confiscation des armes) par <u>APR</u> et <u>MINUAR</u> dans les camps de Kibeho et Ndago. 18 décembre 1994 Le <u>gouvernement rwandais</u> déclare renoncer à fermer les camps de l'ex-zone Turquoise. 30 décembre 1994 Le <u>gouvernement rwandais</u> suspend les activités de ACF dans tout le pays.	Mi-décembre 1994 Débat entre MSF France et MSF Belgique, cette dernière souhaitant prendre en charge les activités médicales dans les prisons de Kigali et Butare, à la place du CICR.
1995 JANV. 1995			6 et 7 janvier 1995 Un médecin de <u>MSF France</u> réalise l'examen médico-légal des victimes de l'attaque du camp de Busanze par l'APR. 30 janvier au 7 février 1995 Visite au Rwanda de la <u>responsable juridique</u> de MSF : décision de l'équipe <u>MSF France</u> de Gitarama de rassembler dans un rapport des données sur les détenus hospitalisés et la mortalité dans la prison, en collaboration avec le <u>CICR</u> et <u>MSF Belgique</u>.
MARS 1995			9 mars 1995 Débat entre les sections opérationnelles sur le rapatriement des réfugiés et déplacés dans les communes rwandaises : <u>MSF Belgique</u> pour l'information des réfugiés, <u>MSF France</u> contre la promotion du rapatriement.
AVRIL 1995		Première semaine d'avril 1995 Regroupement à Kibeho des déplacés des petits camps de la région, chassés par l'<u>APR</u>.	Début avril 1995 Remise du <u>rapport</u> de MSF sur l'état de santé des détenus de la prison de Gitarama aux autorités rwandaises.

	International	Rwanda	MSF
AVRIL 1995		7 avril 1995 Cérémonies de <u>commémoration du début du génocide</u>. 14 avril 1995 Renforcement des troupes de l'<u>APR</u> autour du camp de Kibeho. 19 avril 1995 2 500 hommes de l'<u>APR</u> tirent sur la foule regroupée près de l'hôpital de Kibeho; l'<u>APR</u> coupe le système d'adduction d'eau.	11 avril 1995 Décision des responsables de programmes des <u>sections opérationnelles MSF</u> de créer un poste international de chargé d'information au Rwanda. 13 avril 1995 Découverte par l'équipe de <u>MSF France</u> du saccage du camp de Rwamiko – fuite de 5 000 déplacés vers Kibeho. 14 avril 1995 L'équipe de <u>MSF France</u> demande à la <u>MINUAR</u> un détachement de soldats pour protéger l'hôpital de Kibeho. 15 avril 1995 L'équipe de <u>MSF France</u> apprend que l'<u>APR</u> a demandé l'arrêt de l'approvisionnement alimentaire du camp. 18 avril 1995 L'équipe de <u>MSF France</u> découvre le camp de Kibeho saccagé et les déplacés rassemblés autour des bâtiments de la <u>MINUAR</u>, de l'école et de l'hôpital; l'équipe de <u>MSF France</u> soigne les blessés dans l'hôpital; le <u>coordinateur de MSF France au Rwanda</u> informe la presse. 19 avril 1995 Les <u>autorités rwandaises</u> interdisent aux organisations humanitaires de porter secours aux milliers de personnes entassées dehors dans des conditions très précaires; les logisticiens de <u>MSF</u> et <u>OXFAM</u> installent quelques réservoirs.

	International	Rwanda	MSF
AVRIL 1995	23 avril 1995 Le porte-parole de la <u>MINUAR</u> déclare à la presse que plusieurs milliers de déplacés ont été tués par l'APR. Le commandant du bataillon zambien de la <u>MINUAR</u> accuse l'APR d'avoir tiré à l'arme lourde contre les déplacés ; menacé, il est évacué d'urgence.	20 avril 1995 Rassemblement des déplacés sur un espace encore plus petit – accès interdit aux réservoirs d'eau installés par MSF et OXFAM. 22 avril 1995 <u>L'APR</u> tire à l'arme lourde contre les déplacés. 23 avril 1995 Les survivants au massacre quittent le site, sous la menace de l'APR ; 2 000 déplacés encore retranchés dans les bâtiments centraux ; l'APR lance un ultimatum avant bombardement. Visite du ministre de la <u>Justice</u> rwandais sur le site pour calmer l'APR ; visite du <u>ministre de la Défense</u> et du	20 avril 1995 L'APR retarde l'équipe de MSF France au check point et entrave son travail ; 18 heures : en quittant le camp, l'équipe voit des soldats arriver, le radio opérateur entend des coups de feu. <u>Communiqué de presse MSF Belgique, MSF France, MSF États-Unis, MSF international</u> : « Médecins Sans Frontières » demande le maintien temporaire des camps de déplacés au Rwanda. 21 avril 1995 A la suite de la fusillade, l'équipe de MSF France découvre 21 cadavres et tente en vain d'alerter les autorités sur les risques d'épidémie. <u>Communiqué de presse de MSF France</u> : « Près de 200 000 personnes regroupées autour des camps de déplacés du sud-ouest du Rwanda s'apprêtent à passer leur cinquième journée sans abris ». Même message délivré par <u>MSF France</u> dans une <u>lettre</u> au Département des Affaires humanitaires des <u>Nations unies</u> et au <u>HCR</u>. 22 avril 1995 L'APR interdit l'accès à l'hôpital de Kibeho à l'équipe internationale de MSF ; l'équipe marche sur des milliers de cadavres, tente de soigner des blessés, assiste à plusieurs fusillades et est évacuée par la MINUAR. <u>Communiqué de presse MSF</u> : « Des milliers de victimes sur Kibeho : MSF dénonce les massacres. » 23 avril 1995 Kibeho : Des milliers de cadavres ont disparu ; accès de l'hôpital interdit à l'équipe de <u>MSF France</u> qui soigne les blessés dans la caserne MINUAR, évacue des bébés de l'hôpital et enterre des morts dans une fosse. L'APR entrave l'évacuation des blessés vers Butare. <u>Butare</u> : entraves au travail des équipes de <u>MSF</u> et du

	International	Rwanda	MSF
AVRIL 1995	24 avril 1995 Un porte-parole du <u>contingent australien de la MINUAR</u> déclare que ses hommes ont compté 4 000 cadavres au lendemain du massacre de Kibeho. Trois heures plus tard, le <u>commandant de la MINUAR</u> à Kigali estime le nombre de morts à 2 000. Les Pays-Bas annoncent la suspension de leur aide directe au Rwanda. 25 avril 1995 Le <u>gouvernement belge</u> suspend son aide bilatérale au Rwanda. L'<u>ONU</u> reconnaît ne pas avoir été prévenue de l'évacuation de Kibeho et déclare officiel le chiffre de 2 000 morts.	<u>président rwandais</u>, qui déclarent que les 300 victimes ont été écrasées au cours d'une émeute. De Bruxelles, le <u>Premier ministre rwandais</u> regrette le bilan lourd des massacres et annonce une enquête sur la responsabilité des soldats rwandais. 24 avril 1995 Le <u>président du Rwanda</u> accuse les milices hutues d'être responsables du massacre et la communauté internationale de ne pas avoir séparé les victimes des innocents dans les camps de déplacés. L'ultimatum de bombardement de l'<u>APR</u> est repoussé puis annulé.	CICR et aux transferts des blessés dans les hôpitaux. <u>Communiqué de presse de MSF Belgique</u> : « Marche forcée pour les 100 000 déplacés de Kibeho : des dizaines de personnes s'effondrent en route. MSF s'indigne devant l'incapacité de la MINUAR à protéger les civils. » <u>Communiqué de presse de MSF États-Unis</u> : « 5 000 à 8 000 victimes des massacres dans le camp de Kibeho, de nombreux cas d'épuisement parmi les 80 000 déplacés réduits à une marche forcée. » 24 avril 1995 <u>Mobilisation des Nations unies, ambassades, agences internationales</u> par les équipes de MSF pour alerter de l'ultimatum de l'APR. <u>Communiqué de presse de MSF Belgique</u> : « MSF exige le libre accès aux victimes du massacre de Kibeho. » <u>Communiqué de presse de MSF France</u> : « Après le carnage de ce week-end, la situation des déplacés est toujours dramatique. » <u>Communiqué de presse de MSF Royaume-Uni</u> : « L'assistance aux victimes de Kibeho est toujours empêchée par l'armée rwandaise : MSF condamne les attaques de l'APR contre Kibeho et l'échec des Nations unies à protéger les civils au Rwanda. » 25 avril 1995 <u>Conférence de presse de MSF</u> à Kigali : témoignages des volontaires sur le massacre de Kibeho. Interruption de la liaison satellite au cours du débat sur <u>CNN</u> entre le directeur général de MSF Hollande, le représentant de l'<u>ONU</u> au Rwanda et l'<u>ambassadeur du Rwanda</u> aux États-Unis.

	International	Rwanda	MSF
AVRIL 1995	27 avril 1995 Le secrétaire général des Nations unies demande que la force ne soit pas utilisée contre les déplacés retransférés à Kibeho. Le Conseil de sécurité des Nations unies condamne la « mise à mort » de nombreux civils et demande au secrétaire général un rapport à ce sujet. 30 avril 1995 Engagement du <u>gouvernement rwandais</u> auprès de l'<u>ONU</u> à ne pas mener d'action de force contre les déplacés restant à Kibeho.	26 avril 1995 À Kibeho, des témoins assistent au transfert pendant la nuit des cadavres par l'<u>APR</u> et à l'exhumation de cadavres des latrines. 27 avril 1995 <u>Conférence de presse du gouvernement rwandais à Kibeho</u> : - exhumation des 300 victimes « officielles ». - MSF accusée de diffuser des chiffres erronés. - ONGs accusées de soutenir les milices dans les camps de déplacés. - annonce de la création d'une <u>commission d'enquête internationale « indépendante »</u>.	26 avril 1995 L'équipe de MSF France est interdite d'accès à Kibeho. <u>Incidents de sécurité</u> pour plusieurs ONG. « Fuite » de l'équipe de MSF sur les « cadavres dans les latrines ». Invitation de l'équipe de <u>MSF France</u> à une « rencontre avec le <u>chef de l'État rwandais</u> » à Kibeho, le lendemain. Lobby de MSF auprès des ambassades. 27 avril 1995 Au cours de la <u>conférence de presse</u>, la représentante de <u>MSF France</u> maintient que l'équipe a vu des milliers de cadavres. 28 avril 1995 Alerte de la <u>chargée d'information MSF au Rwanda</u> : les preuves des massacres disparaissent très vite. 30 avril 1995 Sur <u>Radio Rwanda</u>, MSF France accusée par le <u>ministre de la Réhabilitation</u> de communiquer de fausses informations.
MAI 1995	1^{er} mai 1995 Selon l'AFP, un rapport des Casques bleus australiens accuse l'<u>APR</u> de déterrer et d'évacuer les cadavres de Kibeho afin de dissimuler la vérité sur le bilan réel du massacre du 22 avril.		1^{er} mai 1995 Réunion à Kigali des <u>coordinateurs et responsables de programmes de MSF Belgique, Espagne, France, Hollande et Suisse</u> : évaluation de l'espace d'intervention de MSF auprès des populations rwandaises. <u>MSF Belgique</u> annonce un projet d'action dans les cachots et une prison pour enfants.

	International	Rwanda	MSF
MAI 1995	2 mai 1995 Sans la démentir, la <u>MINUAR</u> nie être la source de l'information de l'<u>AFP</u> sur l'escamotage des cadavres par l'APR. 18 mai 1995 Remise au <u>gouvernement rwandais</u> du <u>rapport de la commission d'enquête internationale indépendante</u> sur les événements de Kibeho.	8 mai 1995 1^{re} réunion de la <u>commission d'enquête indépendante</u> sur les événements de Kibeho créée à la demande du gouvernement rwandais. 9 mai 1995 Départ des derniers déplacés du camp de Kibeho ; visite de la <u>commission d'enquête indépendante</u> sur le site de Kibeho.	MSF est ciblée au cours d'une manifestation à Kigali contre la position de la communauté internationale au sujet des événements de Kibeho. 2 mai 1995 Accès à <u>Kibeho</u> autorisé pour <u>MSF</u>. Des groupes de déplacés quittent le camp. 16 mai 1995 Remise du <u>rapport de MSF</u> sur les événements de Kibeho aux <u>autorités rwandaises</u> et à la <u>commission d'enquête indépendante</u>. 17 mai 1995 Décision de MSF de rédiger un <u>second rapport</u>, plus complet, sur les événements de Kibeho. <u>Désaccord</u> entre sections sur la participation de <u>MSF Belgique</u> à la construction d'une prison pour enfants. Lettre du ministre de la Réhabilitation et de l'intégration sociale du Rwanda à <u>MSF France</u> lui demandant de s'en tenir à sa « stricte vocation humanitaire ».

	International	Rwanda	MSF
MAI 1995	20 mai 1995 Publication du rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur les événements de Kibeho : incapacité à évaluer le nombre exact des victimes ; dérapages de l'APR ; incapacité de la communauté internationale et des ONG à contribuer plus efficacement à l'évacuation rapide des déplacés hors du camp.		23 mai 1995 Réponse de MSF France au ministre de la Réhabilitation du Rwanda : « Le témoignage sur le sort des populations est inhérent à la vocation du médecin. » 25 mai 1995 Publication du rapport final de MSF sur les événements de Kibeho. 26 mai 1995 Lettre de MSF au président du Conseil de sécurité des Nations unies et au commandant de la MINUAR concernant l'attitude de la MINUAR pendant les événements de Kibeho.
JUIN 1995			22 juin 1995 Agression de la chargée de communication de MSF international par des journalistes rwandais au cours d'un séminaire à Kigali. 29 juin 1995 Communiqué de presse de MSF France : « Mortalité catastrophique parmi les prisonniers incarcérés à Gitarama, au Rwanda ».

	International	Rwanda	MSF
JUIL. 1995			5 et 6 juillet 1995 Conférences de presse de MSF à Bruxelles, Nairobi et Paris sur l'état de santé des détenus de la prison de Gitarama. Communiqué de presse de toutes les sections de MSF : « Taux de décès catastrophique dans la prison de Gitarama : MSF demande le transfert immédiat des prisonniers vers d'autres centres de détention. » 7 juillet 1995 Signature de l'enregistrement administratif de <u>MSF France</u> au Rwanda. 27 juillet 1995 Publication de « Impasse dans la crise des réfugiés rwandais » (« <i>Deadlock in the Rwandan refugee crisis</i> »), un rapport de MSF Hollande sur le rapatriement des réfugiés rwandais des camps du Zaïre et de Tanzanie dont une partie est consacrée au massacre de Kibeho et aux prisons rwandaises.
AOÛT 1995		3 août 1995 Annonce par la <u>présidence rwandaise</u> d'une série de mesures pour améliorer la situation dans les prisons. 30 août 1995 Limogeage du Premier ministre, <u>Faustin Twagiramungu</u>, et du ministre de l'Intérieur, <u>Seth Sendashonga</u>, qui mettent en cause la responsabilité des forces armées dans la persistance de l'insécurité.	
NOV. 1995		8 novembre 1995 <u>Paul Kagame</u>, ministre de la Défense du Rwanda, affirme au quotidien belge <i>Le Soir</i> que les militaires qui ont commis des fautes ont été sanctionnés.	8 novembre 1995 Lettre de MSF France au ministre de la Santé du Rwanda au sujet d'une fusillade par l'APR contre un centre de santé de la préfecture de Gikongoro.

	International	Rwanda	MSF
DÉC. 1995	18 décembre 1995 Résolution du <u>Parlement européen</u> demandant au gouvernement de Kigali de revoir sa décision d'expulser les 38 ONG.	6 décembre 1995 Le <u>gouvernement rwandais</u> annonce l'expulsion de 39 ONG dont <u>MSF France</u> et <u>MSF Suisse</u>. 9 décembre 1995 Le <u>gouvernement rwandais</u> accorde un délai de sept jours aux ONG concernées pour quitter le Rwanda, en laissant tout leur matériel.	6 décembre 1995 <u>Communiqué de presse de MSF France</u> : « Les sections française et suisse de Médecins Sans Frontières expulsées du Rwanda sans explication. » 7 décembre 1995 <u>Communiqué de presse de MSF France</u> : « MSF demande des explications officielles sur son expulsion du Rwanda. » <u>Communiqué de presse de MSF international</u> : « MSF exige une réunion avec le gouvernement rwandais au sujet de son expulsion. » 9 décembre 1995 Diffusion sur la chaîne franco-allemande Arte du <u>film</u> d'un membre du <u>CA de MSF France</u>, montrant la situation catastrophique dans les prisons rwandaises. 12 décembre 1995 Comptes en banque bloqués et téléphone coupé pour <u>MSF France</u> et autres ONG. 19 décembre 1995 Rencontre informelle à Genève des <u>présidents de MSF France</u> et de <u>MSF international</u> avec le <u>ministre de la Réhabilitation</u> rwandais, qui promet des explications à l'expulsion. 22 décembre 1995 Départ des derniers employés internationaux de <u>MSF France</u> du Rwanda. <u>Communiqué de presse de MSF France</u> : « expulsion de trois volontaires de la section française ».

	International	Rwanda	MSF
1996 JANV. 1996			3 janvier 1996 Conférence de presse de MSF à Nairobi : dénonciation des vols de matériel commis par l'APR. Conférence de presse de MSF France à Paris : dénonciation de la dérive autoritaire du gouvernement rwandais. Reprise déformée par l'agence <u>Reuters</u> des propos du responsable des programmes au Rwanda de <u>MSF France</u> (comparaison prisons avec Auschwitz). 4 janvier 1996 Réaction négative des autres sections MSF après reprise des déclarations de <u>MSF France</u> par <u>Reuters</u>.
1997			Les autorités néerlandaises reprochent à <u>MSF Hollande</u> son « irresponsabilité » au moment des événements de Kibeho.
2008	Publication du livre « Combat Medic » récit de l'expérience de Terry Pickard, médecin du contingent des Casques bleux australiens présent à Kibeho lors des massacres d'avril 1995.		